Presse Internationale

n°72 – janvier 2010 - 1€ (soutien 2 €)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

B-Cargo : Unifier les luttes contre les privatisations p.3

Pour une université gratuite, laïque, publique et populaire : NON à Bologne p. 7

Obama, prix Nobel de la paix : Une hypocrisie au service de l'impérialisme p.9

25 novembre p.14
Stop à la violence contre la femme !
A bas le capitalisme qui la provoque !

Van Rompuy, Leterme... et les travailleurs p.2

Brésil : Une avancée dans la réorganisation du mouvement ouvrier p.13

IAC - FIAT :
La peur doit changer de camp ! p.16

Argentine : un appel à la solidarité p.16

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Van Rompuy, Leterme... et les travailleurs

La nomination de Van Rompuy pour présider le Conseil de l'Europe a été saluée par la presse belge non seulement comme un grand « honneur » pour notre pays, mais surtout comme le signe que la construction de l'Europe est sur les rails.

Les 27 chefs d'Etat se sont mis d'accord sur la personne du Premier ministre belge dans un processus qui n'a rien de démocratique. La France et l'Allemagne se sont mises d'accord sur un personnage qui ne pouvait faire de l'ombre ni à Nicolas Sarkozy ni à Angela Merkel. Dans l'avant comme dans l'après « Lisbonne », l'« Union » européenne n'est qu'une poignée de grands Etats nationaux qui colonisent les pays périphériques. Et pour la France et l'Allemagne, un « terrain neutre » comme la Belgique, dont la bourgeoisie est un fidèle serviteur des multinationales des pays voisins, convient parfaitement pour s'occuper de cette « présidence ».

Quant à la place laissée libre par Van Rompuy, la bourgeoisie belge avait hâte de ne laisser aucun vide. Selon le flamingant Bart De Wever lui-même : « *Quand la crise frappe, les responsables politiques nous enjoignent de remiser le communautaire au frigo.* »[1] Pas besoin, évidemment, de consulter le peuple belge à ce propos, ni même le parlement. Il suffisait de réunir les présidents des grands partis, « loin des caméras ». Face à la crise et au « danger » de voir se développer la résistance des travailleurs, il fallait serrer les rangs.

Dans ce contexte, pour la bourgeoisie, Leterme serait encore l'homme capable de garantir en douceur la reprise du leadership au sein de l'Etat belge. L'homme « aux 800 000 voix » a surtout prouvé qu'il savait soigner les intérêts des riches capitalistes belges qui avaient leur argent placé dans les banques comme BNP-Paribas, à laquelle il avait bradé Fortis du jour au lendemain lors de son mandat précédent. Tout récemment d'ailleurs, cette banque a « revu à la hausse » les profits qu'elle a tirés de cette transaction et qui se rapprochent maintenant du milliard d'euros, et cela, moyennant la suppression de 750 emplois, seulement en Belgique.[2] Et s'il y avait une certaine résistance à la nomination de Leterme au sein des grands partis, celle-ci a été habilement gommée en lui adjoignant un autre cadre, Jean-Luc Dehaene, qui avait déjà montré son habilité pour "rentabiliser" l'exploitation des travailleurs belges, comme promoteur du Plan Global, sous le couvert d'un autre *Traité*, celui de Maastricht.

Entre-temps, il y a eu 38 000 chômeurs supplémentaires en 2009, et la menace d'en avoir 90 000 en 2010. Face à cela, dans le discours de clôture de la manifestation syndicale du 4 décembre, la direction de la FGTB nous recommande d'avoir confiance en ce gouvernement, un gouvernement qui, tout comme les précédents, ne représente nullement les intérêts des travailleurs, mais bien ceux du grand capital. A la même occasion, répondant à l'appel des ministres Joëlle Milquet (Emploi) et Laurette Onkelinx (Affaires sociales) de « reprendre la concertation sociale », la FGTB invitait les travailleurs à ne pas mettre en péril la survie des entreprises « en ces temps de crise ». Le gouvernement n'est nullement « au-dessus de la mêlée », comme le prétend Joëlle Milquet, et il n'y a pas de point commun entre les intérêts des travailleurs et ceux des patrons !

Selon nous, pour faire face aux patrons et à leur gouvernement, il n'y a d'autre alternative que l'unité de classe entre les travailleurs avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, de toutes les communautés. Pour nous, il s'agit d'**unifier les luttes** en cours et d'exiger des syndicats d'organiser démocratiquement dans les lieux de travail un plan de lutte national, ouvert à l'unification au-delà des frontières, avec une vision aussi large que celle des multinationales mais en vue de l'intérêt de notre classe et de l'immense majorité de l'humanité.

[1] Le soir 3/12/2009 [2] Le Soir 2/2/2009

Une bataille contre le démantèlement du chemin de fer

Le 5 novembre dernier le chemin de fer était en grève générale pour 24 heures. La raison était principalement le projet de « filialisation » de B-Cargo,opérateur ferroviaire historique, public, pour le transport de marchandises. Aujourd'hui la direction prépare un projet de restructuration et de réorganisation en profondeur. En fait, l'ensemble du secteur est soumis à la libéralisation au niveau européen : le marché faisant la loi, les entreprises publiques sont morcelées pour être revendues au privé.

Sous prétexte de la crise actuelle, nous devrions comprendre et accepter la restructuration de notre société publique comme inéluctable et naturelle. Le bon sens est tout autre et la lutte est en cours….

Le plan de la direction pour B-Cargo

Selon la « note de synthèse » officielle diffusée suite aux négociations du mois de novembre[1], la future filiale, dite « NewCo », reprendrait « *la responsabilité complète pour l'activité fret* » : management, gestion opérationnelle, planning, conduite. NewCo s'occuperait du transport des trains complets sur des longues distances, c'est à dire les parcours les plus rentables, tandis que la SNCB devrait maintenir dans son giron le trafic diffus : le transport de wagons ayant différentes destinations. Ce dernier exige plus de main d'œuvre de triage et est donc plus coûteux et moins rentable ! Cette note a le cynisme de préciser que « *le risque (nombre de trains, taux de remplissage) se situe chez l'opérateur ferroviaire, puisque son rôle est d'assembler les envois isolés pour en faire des trains* ».

Toujours selon cette même « note », le personnel des gares de triage (ou Rail Cargo Centers, RCC) resterait juridiquement au sein de la SNCB, avec son statut, mais serait remplacé progressivement par des contractuels. Tous les nouveaux collègues seraient donc contractuels, tandis que le statut des « anciens » serait adapté par des mesures augmentant la flexibilité des horaires, des prestations durant l'année (les séries), la polyvalence pour les conducteurs (tâches administratives, accrochage et décrochage de trains, etc.). Quant au service d'entretien du matériel roulant, il resterait au sein de la SNCB, mais travaillerait pour la filiale via des contrats « *aux conditions du marché* ». Ce qui ne nous donne aucune garantie pour l'avenir…

Au total, 3000 emplois statutaires seraient perdus, et la filiale se réserve la part belle du gâteau. Nous remarquons ici qu'un objectif essentiel associé à la filialisation est la recherche d'économie sur le dos des travailleurs, la dégradation des conditions de travail et fondamentalement, la destruction du « statut du personnel ». Le statut représente l'ensemble des conditions de travail : les règles d'engagement, de congés, d'horaire, les règles concernant l'activité syndicale, ainsi que l'accès à la mutuelle et à la pension des cheminots, etc. Le statut est une sorte de contrat collectif issu de dizaines d'années de lutte. Dans la restructuration actuelle de B-Cargo,

c'est aussi cet acquis qui est en jeu. La défense du statut et de B-Cargo concerne donc tous les cheminots.

A qui profite le crime ?

La discussion sur le processus de libéralisation, de filialisation et de privatisation n'est pas nouvelle. La libéralisation du transport ferroviaire international de marchandises a été déclarée au niveau européen en 2003, et depuis le 1er janvier 2007, cette libéralisation englobe également le trafic national. Depuis mi-2008 des petites filiales ont été créées pour rependre à B-Cargo certains services spécifiques (secteur métallurgique, corridors internationaux, etc.), mais nous savons bien qu'il s'agit d'une première étape. Entre temps, en 2005, pour permettre à de nouvelles filiales ou compagnies privées de circuler et de louer des sillons sur le réseau, l'infrastructure ferroviaire a dû préalablement être séparée de « l'opérateur public ». L'ancienne SNCB a été divisée en trois entités formant ce qu'on doit appeler maintenant le « Groupe SNCB » : « Infrabel » (qui gère l'infrastructure), la « SNCB » (qui regroupe tout ce qui roule en tant qu'opérateur public) et la « SNCB Holding » (qui est l'employeur de l'ensemble des cheminots selon le statut unique, ce qui a été une revendication et une victoire syndicale).

La société de chemin de fer suit à la lettre les directives de l'Union européenne qui impose cette politique de libéralisation dans tous les services publics. Le démantèlement de la Poste est aujourd'hui un exemple malheureux et bien connu. Les promoteurs de cette politique proclament toujours que la concurrence entre plusieurs entreprises augmente la productivité, l'efficacité, la qualité pour les utilisateurs, et pour un prix réduit. Dans le cas du secteur de la téléphonie et de l'électricité, les faits nous ont prouvé le contraire. Ils nous indiquent aussi que ce sont toujours des marchés de monopoles qui se développent.

Dans le cas des chemins de fer, ce processus de privatisation vaut aussi bien pour les sociétés de transport, qui font usage de l'infrastructure, que pour le développement ultérieur de cette infrastructure elle-même. Depuis ce mois de novembre, les voyageurs doivent payer une taxe de 2,05 € en plus du prix du billet pour un trajet sur la ligne de l'Aéroport-National. C'est une surtaxe uniquement destiné à un groupe d'investisseurs dans le cadre d'un Partenariat-Public-Privé (PPP) conclu par Infrabel pour son projet Diabolo (tunnel sous les pistes de l'aéroport vers la ligne Bruxelles-Anvers). Un deuxième PPP est en cours pour faire un tunnel sous l'Escaut et relier les deux rives du port d'Anvers (Liefkenshoek).

Si aujourd'hui nous parlons de la restructuration du transport de marchandise, ce 1er janvier 2010 verra la libéralisation du transport international de voyageurs. En 2016, ce serait le tour du secteur Voyageur National. D'autres services du chemin de fer suivent le même cours, notamment le service informatique et de communication ICTRA.

La crise actuelle n'est pas responsable de la restructuration de B-Cargo. Cette dernière fait partie intégrante d'un plan entamé depuis de longues années pour privatiser tout ce qui peut l'être, c'est à dire tout ce qui peut faire du profit. C'est la crise du capitalisme, dans son ensemble, qui pousse les capitalistes à chercher par tous les moyens de nouvelles sources de profits et à retrouver leur taux de bénéfice. La libéralisation est un projet politique européen qui vise à privatiser des sous-entités rentables, en laissant le reste à la charge de l'Etat, c'est à dire en fin de compte aux travailleurs. Les gouvernements sont complices, ils en sont même les organisateurs.

Le hold-up de l'Etat

Le principe est donc de privatiser des entités « saines ». Certaines peuvent l'être directement. C'est ainsi qu'ont été sous-traités le nettoyage des gares et des bureaux, toutes les cafétérias, beaucoup de chantiers et notamment ceux du RER, des toilettes publiques, etc. D'autres secteurs comme le transport ne peuvent pas l'être du jour au lendemain. C'est ici qu'interviennent la libéralisation et la création de filiales comme sous-entités « indépendantes ». Si ces nouveaux opérateurs ont besoin de temps pour s'implanter sur le marché, ils ont surtout besoin de démanteler le monopole du service public. Pour ce faire, ils se déchargent d'un certain passif, voir incorporent directement des actifs. Pour les passifs, nous parlons ici de l'engagement des statutaires. En effet, selon la note évoquée plus haut, la SNCB Holding doit constituer un « fonds de modernisation » de 400 millions d'euros pour compenser le coût supplémentaire du personnel statutaire par rapport aux conditions de marché. C'est le pilier central de notre entreprise publique (qui maintient encore le statut unique) qui doit s'endetter, et mettre en péril sa viabilité, pour garantir un bas coût pour son personnel mis au service de la filiale ! A propos des actifs, tous les wagons ont déjà été donnés à la filiale, et le texte est explicite : « *Tous les actifs cargo de la SNCB sont* [seraient] *incorporés dans la filiale (locomotive, participa-*

tions dans les filiales commerciales et de production, etc.) ».

Lorsque l'entreprise peut « enfin » être déclarée « saine », elle peut être vendue. Le retour du spectre ABX est évident. ABX était aussi une filiale de la SNCB, du transport routier cette fois, vendue pour 10 millions d'euros en 2006 après que l'Etat y avait investi 1,5 milliards. En effet, la note mentionne de vagues garanties dans la situation qui nous préoccupe : « *suite à une cessation totale et/ou partielle et/ou une vente des activités de la filiale* »... Lorsqu'ils auront ruiné les entités publiques et les caisses de l'Etat pendant des années, leur discours est connu d'avance : « Le public est inefficace et en ruine, il n'y a pas d'autre solution que de privatiser… »

Les travailleurs n'ont rien à y gagner

En 1996, le monopole public de la British Rail a été complètement privatisé. Une société privée gérait l'infrastructure, une vingtaine de compagnies assuraient les services et une autre louait le matériel roulant aux transporteurs. Après quatre sérieux accidents, plus de subsides que jamais versé par l'Etat et beaucoup de confusion, le gouvernement britannique a préféré renationaliser la compagnie propriétaire de l'infrastructure en 2002. Résultat : l'ensemble du chemin de fer coûte aujourd'hui à l'Etat quatre à cinq fois ce que coûtait le monopole public de la British Rail, et les tickets sont deux fois plus chers qu'en Belgique[2]. Nous n'en sommes heureusement pas à ce stade en Belgique mais la Grande-Bretagne voulait nous montrer l'exemple, et l'Union européenne suit clairement cette stratégie.

La sécurité est un maître mot dans le chemin de fer. Des petits incidents peuvent vite se transformer en catastrophe. Avec ses dizaines d'années d'expérience, la SNCB historique en a fait son cheval de bataille, son « core business » nous dirait-on maintenant. Toute intervention sur les voies et dans les installations techniques est soumise à des procédures de sécurité spécifiques et éprouvées. La formation du personnel à toutes ces procédures est bien entendue coûteuse, les procédures elles-mêmes prennent du temps sur le temps de travail, et le risque évident est que le privé voit en tout cela des lourdeurs inutiles. Ces sociétés privées dans le chemin de fer peuvent être littéralement un danger pour leurs travailleurs et les voyageurs.

Défendre le statut du personnel et de bonnes conditions de travail, c'est défendre la qualité, l'efficacité et la sécurité du transport ferroviaire. Défendre le service public, c'est défendre un accès encore raisonnable pour un maximum de personnes. Lutter pour un chemin de fer unitaire et solidaire doit encore nous mener à en faire baisser le prix pour les voyageurs.

La destruction de B-Cargo aujourd'hui représente la destruction de tout un pan de la société publique, tandis que d'autres sont déjà à l'agenda de la direction. Dans le sens où la restructuration en cours du secteur fret permet d'attaquer frontalement le statut, de jauger la réaction et la combativité des cheminots, il s'agit d'un véritable laboratoire pour préparer les batailles suivantes.

Le chemin de fer national est un acquis qui concerne tous les cheminots, tous les usagers et tous les travailleurs. Nous ne voulons pas d'un scénario à la Sabena. Nous voulons une véritable société publique nationale. Il n'y pas de petite privatisation ou de moindre mal. Nous nous opposons à toute filialisation, à toute privatisation. Nous nous opposons de surcroît à toute aide publique, à toute « compensation » financière publique, qui profite directement ou indirectement au privé.

Et la lutte syndicale ?

En tant qu'organisation de lutte des travailleurs, en tant

Tract des étudiants de LLN

Ce mercredi 4 novembre dès 22h, les travailleurs de la SNCB partent en grève pour une journée afin de protester contre la politique de privatisation et de destruction progressive des chemins de fer publics commençant par le secteur fret : B-Cargo.

Comme pour la Sabena, la « filialisation », c'est-à-dire le saucissonnement de l'entreprise en différents secteurs, aboutit à la privatisation des secteurs rentables (trains internationaux) et à la collectivisation des secteurs en perte (trains locaux). Ainsi, la politique suivie consiste en la dégradation permanente des conditions de travail des cheminots : sous-effectifs structurels, baisses des salaires, perte du statut public au profit de contrats précaires et d'intérimaires. De la même manière que cela s'est passé pour la privatisation du rail en Angleterre, tout cela contribue à l'augmentation des risques d'accidents, et à une dégradation de la qualité du réseau (fermeture de gares et de lignes entières) et du transport. Ce qui se passe actuellement, c'est la détérioration de la qualité de vie de tous les usagers, de tous les travailleurs empruntant quotidiennement le chemin de fer.

Nous, étudiants et usagers des transports publics, nous opposons à la privatisation en cours dans tous les services publics : énergie (Electrabel devient Suez), télécommunication (Belgacom est privatisée), enseignement (le processus de Bologne fait des universités des entreprises en concurrence), transport (on démantèle la SNCB), service postal (La Poste ferme des centaines de bureaux et précarise les conditions de travail des postiers).

Conscients que s'ils s'en prennent aujourd'hui à B-Cargo, c'est pour démanteler toute la SNCB, nous appelons les usagers à soutenir les piquets de grève dans leur gare et à rejoindre les luttes ! Car on lutte aujourd'hui aux chemins de fer, mais mais il faut aussi se battre contre le démantèlement du service public, à la poste, à l'université... Cette lutte est aussi la nôtre ! C'est ensemble que nous pourrons gagner contre leur politique de privatisation.

Unifions les luttes !

Comité d'étudiants de Louvain-la-Neuve contre le processus de Bologne

qu'organisme reconnu dans la négociation avec la direction, les syndicats ont une responsabilité très importante dans ce combat.

Une grève de 24 heures avait eu lieu en avril, des piquets de militants sur les voies marchandises ont été organisés en juillet, suivis de négociations. Sans avoir pu obtenir un plan industriel clair, les syndicats ont réorganisé une grève générale de 24 heures le 5 novembre. Jusque là, la position et le mot d'ordre était « contre toute filialisation ». Dès le lendemain, alors que le préavis courait pour les 4 jeudis du mois et qu'une certaine base proposait des actions plus dures, les négociations ont repris. Parallèlement à la grève générale, le président national de la CGSP Cheminots, Gérard Gelmini, écrivait dans la revue syndicale « Tribune » : « *Nous oeuvrons évidemment pour réduire à la portion congrue les activités à inclure dans la filiale et donc à en réduire le périmètre* »[3]. Il reconnaît à ce moment implicitement qu'il œuvre pour la filialisation. Ce n'est que début décembre que les Régionales présentent la note critiquée dans cet article aux délégués. Si la version officielle des permanents régionaux est qu'il s'agit d'une note produite par la direction de la société, que les syndicats n'y sont pour rien, cela semble plutôt montrer un désaveu de Gelmini et une certaine crainte de la réaction de la base. Effectivement, à la mi-décembre, la réaction des Régionales a été unanime pour rejeter le texte, la poursuite des négociations et pour lancer une campagne d'actions.

La lutte contre la filialisation du fret aujourd'hui revêt un enjeu primordial. Si les cheminots plient aujourd'hui sous la pression de la direction, il sera d'autant plus difficile d'empêcher les projets de libéralisation à venir. La défense de B-Cargo est une bataille clé dans la guerre en cours.

Les actions et les grèves doivent être plus dures et organisées à la base. Certains délégués rappelaient la grève au finish dans les années '80. Nous pensons que toute action des cheminots doit s'orienter également vers une information aux usagers. Pour durer, les cheminots doivent pouvoir gagner le soutien des usagers, c'est à dire des travailleurs qui leur sont les plus proches. Pour être plus fort, nous devons chercher l'unité d'action avec les autres services publics autour de revendications communes pour un refinancement public, contre la politique de privatisation et pour une renationalisation des services privatisés.

Dans cette lutte qui est inévitablement contre une politique européenne, il est essentiel de rechercher et d'organiser une unité syndicale internationale. La manifestation européenne des cheminots ce 17 décembre est une bonne première étape, plutôt symbolique. Pourvu que les « actions de plus grande envergure » annoncées par la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) à cette occasion se concrétisent.

Cette lutte contre la division et le démantèlement de l'entreprise doit s'accompagner par la recherche de l'unité entre tous les travailleurs, qu'ils travaillent pour l'entreprise publique ou toute autre entité, entreprise sous-traitante et filiale. Vu le manque d'information des cheminots sur la situation et les perspectives d'avenir, pourquoi les syndicats ne pourraient-ils pas organiser des arrêts de travail avec assemblée d'information et de débat ? Ils ont également le devoir de nous informer du résultat des négociations en cours.

Au sein des syndicats, nous devons lutter pour défendre la démocratie la plus large : le droit d'information, de parole et de vote. Nous lutterons aussi pour une unité entre les Régionales, du nord et du sud du pays, pour l'unité entre les néerlandophones et les francophones. Les syndicats ont aujourd'hui la responsabilité de présenter un plan national de lutte, d'actions et de grèves.

[1] B-Cargo : note de synthèse de la concertation sociale en Comité de Pilotage, JH 03/12/09
[2] Les déboires du rail anglais, Trends-Tendances, 31 juillet 2008
[3] Tribune, Secteur cheminots, novembre 2009

Tous les cheminots sont concernés, luttons pour tous les cheminots !

Que les syndicats informent correctement et ouvrent le débat pour l'ensemble du personnel !

Cheminots-usagers solidarité !

Pour l'union des services publics !

Pour l'unité d'action des cheminots européens !

Les syndicats doivent organiser un plan national d'actions et de grèves !

Contre toute filialisation/privatisation !

Pour la défense du statut !

Le danger du processus de Bologne

A l'horizon de la rentrée académique de septembre 2010, la fusion des universités catholiques en Communauté française de Belgique sera effective. Les actuelles Université catholique de Louvain (UCL), Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP), Facultés universitaires Saint-Louis (FUSL) et Facultés universitaires catholiques de Mons (FUCAM) disparaîtront au profit de l'« UCLouvain ». Quels sont les causes et les objectifs de ce processus? Face à quoi devons-nous nous attendre, étudiants et travailleurs des universités, dans les prochaines années ?

Cette fusion est une étape supplémentaire dans l'approfondissement du processus de Bologne en Belgique. Organisée à l'échelle mondiale[1] – par l'OMC et l'UNESCO – et européenne – par l'ensemble des gouvernements prenant part au Conseil de l'Europe – cette réforme a pour but de libéraliser le secteur de l'enseignement supérieur en créant les conditions pour la mise en place d'un marché de l'enseignement et de la recherche. Cela passe par l'instauration des cycles « bachelor-master-doctorat » (3-5-8) et des accréditations de cours dans l'ensemble des universités européennes par le *European Credit Transfer System* (ECTS). Ainsi les diplômes sont rendus comparables, comme des produits sur un marché. Ce processus implique la reconnaissance d'une quantité croissante de formations organisées par le privé et la professionnalisation des diplômes, parallèlement à l'organisation de la dépendance de l'enseignement et de la recherche aux investissements privés.

Pourquoi les universités fusionnent-elles en Europe?

Dans le cadre de l'instauration d'un « libre-marché » capitaliste, les universités réagissent comme des entreprises en compétition. La fusion trahit la nécessité pour les universités de gagner une position dominante face à ses nouveaux concurrents. Mais nous savons que c'est une conquête infinie : il y a beaucoup d'appelés mais peu d'élus ! Ainsi, à l'échelle de la France, on prévoit qu'une petite dizaine seulement de « pôles d'excellence » émergeront des processus de fusion, contre 84 universités aujourd'hui. Les facultés qui ne seront pas parvenues à attirer suffisamment de financement privé se verront de plus en plus sous-financées, pourvues d'une infrastructure dégradée, et dévalorisées par rapport à ces « pôles d'excellence », hors de prix, élitistes et « rentables », à l'image de l'actuel marché de l'éducation anglo-saxon.

Comment cela va-t-il s'opérer?

Afin de gagner cette position dominante sur le marché, la tâche des Conseils d'Administration (où siègent majoritairement l'équipe rectorale et les « membres externes ») consiste à optimiser l'*attractivité* et la *compétitivité* des entreprises universitaires. Pour les étudiants et professeurs, cela consiste à voir passer l'éducation d'un rôle de service public à celui d'entreprise en quête de profit.

Attractivité tout d'abord. Cette « excellence » académique est recherchée dans le but d'attirer « le top européen en matière d'enseignement et de recherche », personnes qui par leurs apports financiers et leurs publications feront monter la cote de l'université dans les classements internationaux (rankings), se rendant ainsi attractives pour l'investissement des entreprises privées. A fortiori en période de crise économique, les capitalistes ont besoin de secteurs où investir, où faire fructifier leur argent. Ils veulent donc que l'enseignement puisse être un lieu d'investissement comme un autre. Grâce à cela, ils ont également l'opportunité de former et de recruter directement leurs futurs cadres (p. ex. chaire PriceWaterhouseCooper en droit fiscal à l'UCL, entreprise défendant les cadeaux patronaux tels que les « intérêts notionnels »).

Pour l'ensemble des étudiants, cela va de paire avec l'augmentation du coût des études, la commercialisation des programmes de cours, voire leur amputation ou leur suppression. Il s'agit également d'accroître l'organisation de la division sociale du travail, entre les étudiants titulaires de baccalauréats professionnalisant, auxquels le management confiera des tâches subalternes dans la production, et les étudiants titulaires de master rares et coûteux, futurs cadres. L'entreprise-université, de son côté, financièrement autonome et concurrencée à l'échelle européenne[2], ne parvient pas à assurer sa compétitivité par le seul financement public par étudiant, par ailleurs en baisse constante. Pour être « compétitive », elle ne peut donc se passer de financement privé.

Parlant de *compétitivité*, il s'agit d'augmenter le nombre de clients, la « part de marché » de l'entreprise. En l'occurrence, les étudiants des FUNDP, FUSL et FUCAM resteront à l'UCL et ne partiront plus à « la concurrence » (ULg, ULB). Il s'agit aussi d'augmenter le rythme de travail des chercheurs (en les évaluant, en les sanctionnant et en raccourcissant la durée de leur contrat) et de mettre en commun leurs publications au niveau de la nouvelle université

Pour l'**UNESCO**, « *L'éducation tout au long de la vie répond dans une grande mesure à un impératif d'ordre économique et permet à l'entreprise d'obtenir du personnel avec les meilleures aptitudes, nécessaires pour maintenir l'emploi et pour renforcer sa compétitivité.* »

Rapport de la Commission Delors, approuvé par l'Assemblée Générale de 1996

fusionnée afin de grimper dans les classements et d'asseoir ainsi son image-marketing comme entreprise leader. A ce titre, nous constatons que les premiers chantiers mis en œuvre par la *Coordination Projet Louvain* (CPL) sont les chantiers « images-marketing », « enseignement » (qui comprend les stratégies de recrutement et la campagne de communication à destination des étudiants du secondaire) et « relations internationales ».

Les conséquences à terme de ce processus?

Pour faire face à la concurrence dans le marché de la formation, les universités recourent à un procédé bien connu dans l'économie capitaliste : la concentration du capital par fusion ou acquisition. Cette dernière option est utilisée, par exemple, lors de l'achat du Département d'environnement de l'Université de Californie de Berkeley par British Petroleum. En Belgique, on assiste d'abord à un phénomène de fusion. Ces deux processus s'accompagnent toujours d'une « restructuration ». D'abord la direction impose une « **rationalisation** » **de l'offre de formation** suite aux contraintes de « rentabilité », laquelle ouvre la porte à une suppression de cours (aujourd'hui principalement en sciences humaines), de cycles (p. ex., les cursus d'études classiques et de sociologie aux FUNDP, déjà en 2004) et de facultés (p. ex., l'Institut des sciences philosophiques de l'UCL, où l'enseignement a été rattaché à la faculté d'Art et Lettres en 2009 tandis que la recherche restait autonome). Ces attaques visent d'abord les formations jugées incompatibles avec les « opportunités du marché » par les investisseurs publics ou privés : les sciences humaines et sociales, la recherche fondamentale non directement « valorisable », etc. Cette « rationalisation » conduira, parallèlement, à une spécialisation de chaque site, en lien avec les demandes du patronat local[3]. Le but est bien de permettre des « économies d'échelle grâce à une optimalisation des moyens ».

De même, on prévoit une **suppression de postes** dans la structure administrative, déjà en surcharge par site, ainsi que dans le personnel enseignant et chercheur. D'autre part, l'accent forcé sur la recherche mène immanquablement à une baisse du financement et des postes alloués aux cours. Concrètement, l'encadrement des cours de premier cycle, déjà insuffisant, va encore empirer. L'offre de cours en général va vers une concentration de différents programmes et l'allègement de ceux-ci : nous vivons actuellement un passage forcé de 16 cours par année à 12, sans augmentation de l'encadrement. Comme le disent maintenant ouvertement certains professeurs : « l'enseignement est le parent-pauvre de la division enseignement/recherche ».

Enfin, immanquablement, ce processus se combine avec une **perte d'autonomie des sites** et une concentration du pouvoir dans les mains de la bureaucratie centrale du Conseil d'Administration de l'université fusionnée, qui profite de la fusion pour s'ouvrir largement à la participation de « membres externes », ayant à cœur, eux aussi, la défense des intérêts particuliers des mécènes privés.[4]

Unifions les luttes

Face à cela, nous n'avons d'autre alternative que de nous rassembler, étudiants et travailleurs de l'université, dans une lutte commune pour exiger du gouvernement le budget adéquat afin de garantir l'université publique et gratuite, contre tout financement et contrôle privé, ainsi que pour le retrait immédiat de la réforme de Bologne constituant un enseignement à deux vitesses. Pour cela il nous faut d'abord lutter pour notre liberté d'organisation et pour une démocratie réelle dans nos organes de conseil comme dans nos syndicats.

Enfin, le mouvement étudiant et des travailleurs de l'université ne pourra obtenir de victoires durables que s'il s'unifie avec les luttes en cours contre les mêmes intérêts que ceux qui détruisent actuellement l'université publique : contre la destruction de tous les autres services publics – poste, chemin de fer, santé… – et contre les attaques patronales sous couvert de la crise.

---

[1] Voir à ce propos Carlos Verger, La politique éducative de l'impérialisme pour le 21ème siècle, dans Le Marxisme Vivant N° 19, novembre 2008 (disponible sur www.lct-cwb.be).

[2] Nous avons un avant-goût de cela en Belgique, déjà avant Bologne, via le système de financement par enveloppe fermée à l'échelle nationale, qui obligeait les universités à recruter toujours davantage d'étudiants que les autres institutions.

[3] Cf. allocution de rentrée de J. Hilgers, président du CA : « Si nous voulons à terme exploiter pleinement les synergies de ce rapprochement, nous devons évoluer [...] vers une autre organisation où les avantages comparatifs sont optimisés et où chaque site se dote d'un profil spécifique. » (Septembre 2009)

[4] Le schéma de « gouvernance » du Boston Consulting Group, 02/10/2008, prévoit 24% du Conseil Académique pour ces membres externes, contre 32% seulement pour les étudiants et représentants du personnel académique, scientifique, administratif, technique et ouvrier..

Pour une université gratuite, laïque, publique et populaire !

Retrait immédiat du processus de Bologne et de tous les plans de destruction des services publics !

Organisons notre lutte par la démocratie de base et l'indépendance de classe !

Etudiants et travailleurs, même combat !

Courrier International

Nous publions ici la traduction du n° 153 (octobre 2009) de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

Obama recevra le prix Nobel de la paix
Une hypocrisie au service de l'impérialisme

Le 10 octobre dernier, on a appris que l'Institut Alfred Nobel avait accordé le Prix Nobel de la Paix 2009 au président des Etats-Unis, Barack Obama. L'information n'a pas manqué de causer un certain étonnement dans la presse et dans les milieux politiques internationaux. En gros, il y a eu trois réactions différentes.

Les « amis d'Obama »

D'abord, il y a eu un chœur ample et inévitable d'éloges et de félicitations provenant du camp des « amis d'Obama ». En ce sens, il n'y a pas de quoi s'étonner des déclarations de Nicolas Sarkozy, président de la France, de José Luis Rodriguez Zapatero (Espagne), d'Angela Merkel (Allemagne), ou encore de José Miguel Inzulza, secrétaire de l'OEA, et d'Anders Fogh Rasmussen, secrétaire de l'OTAN.

Il n'est pas étonnant non plus que le président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva, ait dit que « *le Prix Nobel de la Paix est en de bonnes mains* ». Après tout, ce n'est pas par hasard que ce dernier a été présenté publiquement par Obama comme « son homme » en Amérique latine. Et c'est normal que Cristina Fernández de Kirchner (Argentine) et Michelle Bachelet (Chili) l'aient accompagné dans ces considérations.

D'autre part, le dirigeant cubain Fidel Castro a affirmé que l'octroi du prix au président étasunien était « *une mesure positive* » et qu'il souhaitait voir dans ce fait « *une critique envers la politique génocidaire que pas mal de présidents dans ce pays ont suivie...* ". C'est-à-dire, une politique qu'Obama ne serait pas en train de suivre...

Un prix « prématuré » ?

D'autres déclarations, comme celles de l'Argentin Adolfo Pérez Esquivel (Prix Nobel de la Paix en 1980) et celles du cinéaste américain Michael Moore, ont eu un ton plus critique envers la politique d'Obama et ses « contradictions ». C'est pourquoi, ils ont considéré le prix comme « prématuré » puisque Obama devrait encore démontrer s'il mérite ou non cette haute distinction.

Dans le meilleur des cas, il s'agit de « critiques prometteuses » qui ouvrent la possibilité à ce qu'Obama contribue effectivement à « la paix mondiale » et, qui plus est, ils espèrent que ce sera le cas.

Une hypocrisie totale

Finalement, il y a ceux qui, comme la LIT-QI, reçoivent la nouvelle avec une profonde indignation parce qu'ils considèrent qu'il s'agit, de la part de l'Institut Nobel, d'une hypocrisie profonde au service des intérêts de l'impérialisme.

Ce n'est pas une nouveauté. Si les prix accordés par l'Institut dans le domaine de la médecine, la physique ou la chimie stimulent des efforts et des avancées dans la connaissance de ces sciences, celui de la Paix a toujours été un prix « politique ». En général, il accompagne des « vagues » de la politique impérialiste - même quand il a été accordé à des figures plus « de gauche » - pour aider à mettre en relief et promouvoir cette politique.

En ce sens, ce n'est pas la pre-

Vietnam 1963

Afghanistan 2009

« Il y en a qui suggèrent que l'Afghanistan sera un autre Vietnam. »

Obama - 1 décembre 2009 - discours à l'Académie de West Point

(Obama refuse évidemment la comparaison)

mière fois que l'Institut récompense des présidents ou des anciens présidents des Etats-Unis. Theodore Roosevelt l'a reçu en 1906, Thomas Woodrow Wilson en 1919, l'ancien président Jimmy Carter en 2002, l'ancien vice-président Al Gore en 2007.

C'est une hypocrisie « politique » qui persiste dans le cas actuel. D'abord, Obama est le président des Etats-Unis, c'est-à-dire le chef de la principale puissance impérialiste mondiale. Il est donc responsable de l'exploitation et du pillage de richesses d'une grande partie de la planète, ce qui donne lieu, en contrepartie, à une situation de plus en plus grande de pauvreté, de misère, de faim et de maladies dans le monde, affectant des milliards de personnes.

C'est une forme structurelle de violence au moins égale à celle exercée à travers la répression ou les actions militaires. Ces dernières, d'autre part, en sont le fruit, puisqu'elles sont la conséquence de ce cadre structurel, puisqu'elles apparaissent comme une réponse de l'impérialisme pour défendre ses intérêts face à la réaction des peuples qui s'insurgent contre leur terrible situation.

Un « pacifiste » ?

C'est aussi une hypocrisie totale d'accorder le Prix Nobel de la Paix à un homme qui maintient encore des milliers de soldats occupant l'Iraq, qui a doublé le nombre de troupes américaines en Afghanistan, qui est un allié inconditionnel de l'Etat raciste et génocidaire d'Israël contre le peuple palestinien, qui promeut l'occupation d'Haïti (camouflée en « mission de paix » de l'ONU).

Il est important de s'arrêter un peu sur la situation en Afghanistan, qui est déjà considérée comme la « guerre d'Obama », étant donné les efforts militaires que le président des Etats-Unis y consacre. Récemment, une attaque des forces de l'OTAN a provoqué, de manière totalement consciente, des centaines de victimes dans la population civile afghane, selon une méthodologie qui se généralise dans la mesure où le cours de la guerre d'occupation se complique de plus en plus.

En ce sens, Obama est actuellement le responsable principal de la destruction de ces pays comme il est le responsable des massacres et des atrocités que ces troupes commettent dans ces pays, affectant spécialement les populations civiles. Toutefois, pour l'Institut Nobel, Obama est un vrai « pacifiste ».

Une hypocrisie « nucléaire »

Une des raisons données pour accorder le prix souligne encore davantage cette hypocrisie. Selon le président de l'Institut, le Norvégien Thorbjoern Jagland, « *le Comité Nobel a accordé beaucoup d'importance à la vision et aux efforts d'Obama en vue d'un monde sans armes nucléaires* ». Il se réfère certainement aux pressions et aux menaces des Etats-Unis et de la « Communauté internationale » contre la Corée du Nord, pour qu'elle élimine son petit arsenal nucléaire, et contre l'Iran, pour qu'il ne développe pas la technologie qui lui permettrait de le développer.

Voyons donc, actuellement, quels sont les pays qui possèdent des armes nucléaires et se comptent sur les doigts de la main. Il s'agit de puissances impérialistes (les Etats-Unis, l'Angleterre et la France) et d'anciens Etats ouvriers, aujourd'hui associés à l'impérialisme (la Russie et la Chine), qui ont été rejoint récemment par quelques alliés de l'impérialisme

(Israël, l'Inde et le Pakistan). Il n'y a que la Corée du Nord qui ne fait pas partie du club.

La politique d'Obama, que le Comité Nobel présente comme « *une perspective sans arme nucléaire* » n'a rien voir avec le « pacifisme ». Elle signifie, en réalité, que l'impérialisme et ses alliés maintiendront leurs arsenaux mais qu'ils empêcheront que d'autres pays possèdent l'arme ou la développent. Rappelons que, jusqu'à présent, le seul pays à l'avoir utilisée effectivement est les Etats-Unis, dans son attaque contre le Japon, en 1945.

C'est-à-dire, d'une part, que c'est une défense du monopole répressif actuel, et de la menace contre les peuples qu'il représente, et, d'autre part, l'interdiction de la possibilité de défense d'autres pays, dont certains, comme l'Iran, pourraient être menacés par des attaques d'Israël ou des Etats-Unis eux-mêmes.

die tageszeitung

Wie viel Bush steckt in Obama?

Siemens will Staatshilfe für Atom-Export

DHM-Chef: Steinbach redet blanken Unsinn

Combien de Bush y a-t-il dans Obama, se demande ce quotidien allemand, le 7 janvier 2009, avec un montage photographique qui mélange les deux visages.

Les véritables raisons du prix

D'autres raisons indiquées pour accorder ce prix ont été « *les "efforts" du président des Etats-Unis pour changer le climat diplomatique international* ». Dans cette considération, bien qu'y subsiste l'écorce hypocrite de l'ensemble de l'affaire, commencent à apparaître quelques-unes des véritables raisons d'accorder le prix.

Effectivement, Obama a représenté un changement dans la tactique politique avec laquelle l'impérialisme américain fait face aux problèmes de la situation mondiale. Elle est passé de « l'unilatéralité agressive » de Bush à « la multilatéralité consentie » d'Obama. En d'autres termes, il s'agit d'une extension de l'action diplomatique et des sphères de prise de décision, pour « convaincre» et obrer un ajustement dans sa politique pour faire face à la nouvelle réalité et « limiter les dégâts », garantissant ainsi le pillage des richesses du monde, spécialement des matières premières stratégiques comme le pétrole et les minéraux, le pillage des peuples, pour les utiliser à son profit.

Obama et Bush défendent les mêmes intérêts impérialistes. Mais les conditions dans lesquelles Obama doit le faire sont différentes et il doit s'adapter à cela. Bush lui-même avait déjà été obligé de commencer cet ajustement, mais l'actuel président exprime ce changement avec beaucoup plus de clarté.

C'est un changement qui Etats-Unis, l'impérialisme a non seulement manifesté un changement de tactique, mais aussi un important changement de sa figure principale. En remplaçant le Bush « haï » par l'Obama « sympathique », l'impérialisme cherche à tromper les masses du monde (et jusqu'à présent, il y parvient en partie) pour qu'elles croient que l'actuel président est quelqu'un d'« humain » et « sensible aux nécessités des peuples ».

En accordant le Prix de la Paix à Obama, l'Institut Nobel veut contribuer, comme une agence officieuse de l'impérialisme, à augmenter le prestige d'Obama et veut l'aider dans sa mission de tromper les masses

du monde, en le présentant comme quelqu'un dont la politique avance déjà, ou peut avancer, sur le chemin de « la paix dans le monde ».

Comment obtenir la paix?

Qu'il y ait la « paix dans le monde » (c'est-à-dire, qui il n'y ait pas de guerres et de destructions, qu'il y ait tolérance entre la multiplicité des composantes nationales, raciales, ethniques, religieuses, sexuelles, etc...), c'est une aspiration totalement juste de la majorité des peuples du monde.

Mais cela ne sera pas possible dans un monde dominé par le capitalisme impérialiste, structuré économiquement et politiquement au service de la défense des profits et des privilèges d'une poignée d'entreprises et de riches dans le monde. Cela ne sera pas possible dans un système qui non seulement produit la « violence structurelle » de la pauvreté, la misère et la faim, la violence qui réprime les luttes populaires, avec des génocides et des guerres, mais qui exacerbe aussi les différences entre les peuples pour les utiliser à son bénéfice.

Obama en Afghanistan, juillet 2008

Il ne pourra pas y avoir de « paix dans le monde » sans détruire ce système cruel et inhumain, et, spécialement, sans combattre son chef principal, l'impérialisme américain et ses agents. Il n'y aura pas de véritable paix dans le monde sans combattre la politique hypocritement pacifiste qu'Obama promeut pour défendre les intérêts de l'impérialisme.

C'est pourquoi, nous manifestons notre indignation profonde pour l'octroi de ce prix. En même temps, nous mettons en garde les peuples du monde pour qu'ils ne croient pas dans cette campagne hypocrite présentant sa politique comme « pacifique ».

Il pourra y avoir de la paix dans le monde seulement quand ce système aura été remplacé par un autre, plus juste et humain, le socialisme, où l'activité économique et la richesse produite soient destinées à satisfaire les nécessités de toute la population et non les privilèges de quelques-uns. La lutte pour la révolution socialiste est, en ce sens, aussi une lutte pour la paix, la seule vraie lutte pour la paix.

Honduras

Les putschistes profitent de la capitulation de Zelaya

Le peuple est en colère contre les députés qui ont voté contre le retour de Zelaya à la présidence.

Voir notre dossier sur le site www.lct-cwb.be

Avancée dans la réorganisation du mouvement ouvrier

La majorité des travailleurs du Brésil considèrent encore que Lula, le plus important dirigeant syndical de leur histoire, gouverne pour eux, alors qu'il est au service des grandes multinationales et des banquiers qui ne cessent d'augmenter leurs bénéfices. Lula parvient à maintenir les travailleurs sous contrôle grâce au soutien des grandes organisations du mouvement syndical, étudiant et populaire, comme la CUT (Centrale Unique des Travailleurs) et la UNE (Union Nationale des Etudiants). Mais cela est en train de changer. Un séminaire, organisé en novembre dernier par plusieurs courants d'opposition (dont *Conlutas* et l'*Intersyndicale*) , a décidé de fonder une nouvelle centrale syndicale. Voici des extraits d'un compte rendu d'Eduardo Almeida Neto, membre de la direction nationale du PSTU (la section brésilienne de la LIT-QI), publié dans *Opinião Socialista* de novembre..

Le Séminaire National de Réorganisation, les 1 et 2 novembre à São Paulo, s'est terminé sur une victoire. (...) Il a été décidé de convoquer un congrès unitaire en 2010. Dans ce Congrès, la base tranchera sur les différences présentées dans les 25 débats régionaux qui ont précédé le Séminaire.

Il existait de grands accords comme l'indépendance nécessaire face à l'Etat, la perspective socialiste, la défense de l'action directe des masses comme instrument privilégié de lutte et beaucoup d'autres sujets. Mais d'importantes différences sont aussi apparues. Les deux plus grandes furent sur le caractère de la nouvelle Centrale et sur la composition de sa direction. Sur le caractère, *Conlutas* défend une centrale qui, outre les syndicats, incorpore aussi le mouvement populaire et estudiantin et les mouvements des minorités opprimées. L'*Intersyndicale* et d'autres secteurs défendent une centrale fondamentalement syndicale. Par rapport à la composition de la direction de la Centrale, *Conlutas* défend qu'elle soit choisie par la base à partir des organisations affiliées, avec les critères traditionnels de proportionnalité directe. Pour sa part, l'*Intersyndicale* privilégie, dans un premier temps, un accord entre les courants politiques de la Centrale. (...)

Résolutions:

* Réalisation d'un Congrès du 3 au 6 juin 2010, pour la fondation d'une nouvelle Centrale.

* Dans ce Congrès voteront des délégués élus par le mouvement syndical et le mouvement populaire, engagés dans le processus de réorganisation.

* Ce processus sera organisé par une Coordination pro-Centrale, avec la représentation suivante :

9 membres de Conlutas
9 de l'Intersyndicale
2 du Mouvement Terre et Liberté
2 du Mouvement des Travailleurs Sans Toit
2 de Unies pour la Lutte,
2 du Mouvement Avancée Syndicale,
2 de Pastorale Ouvrière,
2 du Courant Travail et Emancipation et
2 du Front Ouvrier Socialiste.

* Réalisation d'une séance plénière lors du Forum Social Mondial de 2010 à Porto Alegre (Brésil).

* Plan d'action pour la prochaine période, avec appui actif aux principales luttes.

Pendant le Séminaire, la discussion sur ces sujets est apparue lors du premier point, qui devait analyser la conjoncture politique. Il y eut une importante nouveauté, lorsque le représentant du *Mouvement Terre et Liberté*, Janira Rocha,fit une défense énergique de la nécessité de s'unir et a soutenu la proposition de *Conlutas* qui consistait en ce que le congrès unifié lui-même délibère sur les divergences. Il a été suivi en cela par d'autres secteurs, comme le *Mouvement des Travailleurs Sans Toit*, avec la même compréhension. Cette nuit, dans la commission qui dirigeait les travaux, seuls les représentants de l'*Intersyndicale* restaient opposés à cette proposition.

Le lendemain toutefois, les points d'accord existant et la perspective d'une centrale unitaire ont davantage pesé dans la balance. L'*Intersyndicale* revit sa position, et il fut possible de présenter à la séance plénière une proposition unifiée, qui incluyait la définition d'une date pour le Congrès unitaire début juin 2010, où les délégués du mouvement syndical et populaire trancheront sur les divergences. La joie explosa alors parmi les délégués. Tous eurent la sensation d'avoir participé à une rencontre historique. Après l'approbation des résolutions et des motions, le Séminaire s'est terminé avec l'hymne de l'Internationale, chanté d'une seule voix par tous les militants.

Stop à la violence contre la femme !
A bas le capitalisme qui la provoque !

Le 25 novembre a été déclaré Journée Internationale contre la Violence envers la Femme, lors de la première Rencontre Féministe d'Amérique latine et des Caraïbes à Bogota (Colombie) en juillet 1981.

Ce jour a été choisi en honneur aux sœurs Mirabal (Patria, Minerva et María Teresa), trois militantes politiques assassinées le 25 novembre 1960 par la police secrète du dictateur Raphaël Trujillo en République Dominicaine. - Voici une Déclaration du *Secrétariat International de la Femme* de la LIT-QI

Ce 25 novembre, il y aura certainement des communiqués de l'ONU et des différents gouvernements par le monde en solidarité avec les femmes et se manifestant contre la violence envers elles.

Mais ils ne diront rien sur les aspects les plus profonds qui se cachent derrière cette violence, à commencer par le fait que la majorité des 1,5 milliards de personnes qui vivent avec un dollar ou moins par jour, sont des femmes.

Personne ne peut nier que la situation de l'ensemble de la classe ouvrière se trouve à des niveaux impressionnants de pauvreté, qui se manifestent même dans les pays impérialistes. Nous voyons ainsi les 40 millions de pauvres des Etats-Unis, les 17,5 millions de chômeurs dans l'Union Européenne de même que les pays en guerre avec des milliers de morts et de déplacés de leurs terres.

L'impérialisme pille les ressources naturelles d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, envahit des pays comme l'Iraq, l'Afghanistan, Haïti, et négocie avec des putschistes comme au Honduras. En même temps, dans les métropoles impérialistes, il réduit les droits des travailleurs et les droits sociaux de l'ensemble de la classe ouvrière.

La crise capitaliste mondiale continue à « évacuer » les marginaux dans les rues des grandes villes du monde, et parmi eux, les femmes et les enfants qui en dépendent occupent la plus grande proportion.

La violence domestique

Quand on parle de la violence contre la femme, ce qu'on dénonce en premier lieu est la violence domestique qui, comme le montrent les statistiques de différents pays du monde, s'accroît jour après jour.

Selon une étude de la Banque Mondiale, un jour ouvrable sur cinq perdu par les femmes pour des raisons de santé est le résultat de problèmes en rapport avec la violence domestique. Au Canada, un rapport révèle que ce type de violence coûte 1,6 milliards de dollars US par an, y compris l'aide médicale des victimes. Aux Etats-Unis, diverses études ont déterminé des pertes annuelles entre 10 milliards et 67 milliards pour les mêmes raisons. En Europe, une femme sur quatre a été victime de mauvais traitements et une sur dix d'agressions sexuelles. Au Chili, une étude récente a révélé que presque 60 % des femmes qui vivent en couple souffrent un certain type de violence domestique, et plus de 10 % d'agression physique grave. En Colombie, plus de 20 % des femmes ont été victimes d'abus physique, 10 % ont souffert d'abus sexuel, et 34 % d'abus psychologique. En Équateur, 60 % des habitantes des quartiers pauvres de Quito ont été frappée par leur conjoint. En Argentine, 37 % des femmes frappées par leur conjoint ont supporté des abus de ce type depuis 20 ans ou plus. Au Nicaragua, 33 % des femmes entre 16 et 49 ans sont victimes de violence physique grave (coups, jets d'objets, utilisation d'instruments coupants ou pointus, brûlures, coups violents)[1].

Partout dans le monde, de plus en plus de femmes trouvent la mort entre les mains de leur conjoint ou ancien conjoint, souvent après des viols. Et derrière chacun de ces cas aberrants se cache une responsabilisation sociale généralisée de la victime : « *Qu'est-ce qu'aura bien pu faire cette femme pour provoquer cela... Si elle avait quitté la maison, elle aurait pu l'éviter... Si elle avait mieux choisi son compagnon...* ».

Ce qui est peu mentionné, ce sont les causes économiques et sociales qui provoquent la destruction des relations humaines, c'est la culture machiste produite par cette société patriarcale, où la violence est signe de virilité et où le « non » de la

femme ne pèse pas lourd.

La violence sur le lieu travail

Il n'y a pas que la violence à l'intérieur de la famille qui frappe la femme. Il y a aussi la politique des gouvernements et des chefs d'entreprise, de soumettre les travailleurs, et spécialement les femmes, à des journées de travail exténuantes, de leur nier tout type de sécurité sociale, de ne pas reconnaître les maladies professionnelles et de faire en sorte qu'on travaille dans ces conditions sous le chantage des licenciements. Suite à ces journées de travail, des centaines des milliers des femmes acquièrent une tendinite, un syndrome du canal carpien et d'autres maladies qui les laissent avec les mains invalides. La pension d'invalidité a pratiquement disparu des législations. Et les quelques éléments protectionnistes qui existent encore, comme l'interdiction de licenciement pendant la grossesse, sont ignorés par les patrons, alors que la Justice garde les yeux fermés ou, dans le meilleur des cas, résout le problème avec le paiement d'une indemnisation.

Le système capitaliste est le véritable responsable.

Tout comme la destruction progressive des services publics surcharge les tâches de la femme travailleuse et pauvre, en renforçant les chaînes de l'esclavage domestique, le chômage massif non seulement frappe les conditions de vie de la famille ouvrière, mais apporte avec lui la détérioration des relations humaines. On perd les perspectives de futur. Vient alors l'évasion par l'alcool, par la drogue. Tout cela aboutit à une plus grande violence dans la société et dans la famille ouvrière. Les femmes et les enfants sont les principales victimes. Les cas de femmes frappées, d'enfants abusés, de femmes violées, augmentent avec l'augmentation du chômage. Le harcèlement sexuel sur le lieu du travail augmente aussi, par la peur des femmes de le dénoncer face au danger de perdre ce qui est probablement la seule source de revenu de la famille.

Par l'aggravation des conditions de vie, le manque d'éducation sexuelle et la difficulté d'accéder aux méthodes de contraception, davantage de femmes travailleuses et pauvres seront obligées de recourir aux avortements clandestins (ou aux méthodes brutales des avortements faits à la maison) face à des grossesses non souhaitées ou face à l'impossibilité de donner une vie digne à leurs enfants. Ceci est une des violences les plus terribles exercée quotidiennement sur la femme. Entre-temps, les cliniques clandestines continuent à ramasser des fortunes grâce à la législation répressive qui empêche que l'avortement soit effectué dans les hôpitaux de manière gratuite et dans les meilleures conditions médicales. Ces cliniques sont déjà la deuxième plus grande affaire, après le trafic de drogues, dans une grande partie des pays coloniaux et semis-coloniaux. L'Eglise catholique, qui avec sa politique hypocrite de « défendre la vie » envoie des millions de femmes travailleuses et pauvres à la mort ou à la mutilation, est spécialement coupable de cela. Les gouvernements sont également responsables, quand ils détruisent d'abord, avec leurs plans, les conditions de vie de la femme travailleuse et qu'ensuite, en capitulant aux pressions de l'Eglise et aux intérêts des propriétaires des cliniques clandestines, ils refusent la dépénalisation de l'avortement.

Celles qui souffrent le plus de cette situation terrible sont les travailleuses les plus pauvres et marginalisées, les Noires, les immigrantes, et parmi eux, les plus jeunes. Elles sont toutes totalement reléguées et oubliées, même par ceux qui disent qu'ils « gouvernent pour tous », comme les Lula et autres Chavez, ou dans des pays où il y a des femmes à la tête du gouvernement ou à des postes clef, comme en Argentine, au Chili, et aux Etats-Unis d'Obama et de Hilary Clinton. Ce dernier cas est symbolique, puisque les représentants de deux secteurs opprimés, un Noir et une femme, augmentent les guerres et multiplient les bases militaires en Amérique latine avec des accords, comme ceux signés en Colombie, où les soldats yankees ont une totale impunité pour tout, y compris le viol de femmes.

Ils n'y a pas d'issue dans le capitalisme

Bien que toutes les actions qui puissent être menées pour faire face à la violence contre les femmes soient importantes, nous ne pourrons pas définitivement y mettre un terme, tant que survivra ce système pervers, où quelques-uns tirent bénéfice du travail et de la souffrance de la majorité de la population.

Femmes travailleuses et pauvres, paysannes, immigrantes, chômeuses, nous devons envisager, avec l'ensemble de la classe ouvrière, la lutte pour nos droits. Nous devons former, dans nos syndicats et quartiers, des commissions spéciales pour faire des recherches et dénoncer le harcèlement. Nous devons également constituer des groupes d'autodéfense pour nous protéger des attaques. Nous devons développer des activités pour faire progresser la conscience sur ces problèmes, nous devons exiger de l'Etat des maisons d'accueil pour les femmes frappées et des améliorations dans la législation du travail. Mais nous devons être conscientes que cela n'est pas suffisant. Nous devons développer en même temps le combat contre les racines du mal. C'est-à-dire, la lutte pour la destruction de cette société injuste et discriminatoire, afin de la remplacer par une autre, solidaire et égalitaire, la société socialiste, une société où il n'existe pas d'exploitation ni d'oppression et où peuvent se développer pleinement des relations véritablement humaines.

[1] Données de RIMA (Red Informativa de la Mujer - réseau informatif de la femme)

La peur doit changer de camp !

Décembre 2008, la direction de FIAT-IAC annonce un nouveau plan de restructuration qui doit mener à la fermeture de deux prétendues « divisions d'entreprise ». En usant de cette notion de « division d'entreprise »[1], l'intention de la direction est claire : il s'agit non seulement d'éliminer plus d'un quart du personnel mais surtout de se débarrasser en même temps de la délégation syndicale combative qui pourrait s'opposer aux divers plans actuels et futurs de « compression des coûts ».

Sur 24 licenciements annoncés, 12 concernaient en effet des travailleurs protégés (délégués syndicaux, représentants au CPPT et au CE, ou candidats aux élections sociales).

Les travailleurs ont entamé alors des actions de grève et une occupation de l'entreprise pour forcer la direction à négocier et à revoir son plan initial. La réponse a été rapide : intervention des tribunaux civils pour interdire les actions de grève et d'occupation au nom du droit de propriété et de la liberté de travailler, puis recours au tribunal du travail pour pouvoir licencier pour motif grave les délégués syndicaux engagés dans la lutte.

Si les travailleurs ont gagné la bataille judiciaire - pas de reconnaissance du motif grave ni des raisons économiques (fermeture d'une division d'entreprise) pouvant justifier le licenciement de travailleurs protégés -, le patronat a néanmoins atteint ses objectifs.

Car en Belgique, la protection des délégués est toute relative ; l'employeur peut toujours se débarrasser de ceux qui gênent en payant les indemnités pour licenciement abusif. Il n'y a aucune interdiction de licenciement, même s'il est reconnu abusif, ni d'obligation de réintégration. Et ce n'est pas les 2,5 millions d'euros d'indemnités qui allaient empêcher une multinationale comme FIAT d'éliminer ceux qui gênent…

Seule la solidarité interprofessionnelle, une lutte déterminée et unitaire de tous les travailleurs peut imposer la réintégration des délégués et la défense effective de nos libertés syndicales. Organiser l'unité des travailleurs dans les luttes est la raison d'être même des organisations syndicales. Il est temps qu'elles redeviennent un outil pour gagner les combats plutôt que d'amortir les chocs de la défaite.

« Combien coûte l'écartement, la mise hors circuit, la liquidation d'un député gênant ? Pour un syndicaliste qui exerce son mandat à la satisfaction des ouvriers qui l'ont élu, s'il travaille chez IAC, c'est 280.000 € !

Dans le premier cas, la simple question a déjà un parfum du scandale. Pour le second, cette élimination est non seulement possible, permise et légale mais il se trouve une presse de caniveau pour considérer qu'il s'agirait d'un "pactole"… pour les délégués !

Et déjà le patronat surenchérit : « C'est trop cher ! » Il compte reparler du coût de la « protection des délégués » à l'occasion des prochaines élections sociales. Ce ne sera pas avec nous ! [...] La crise fait tomber les masques. La réalité qui se découvre est celle d'une domination brutale.

Le concept de "démocratie économique et sociale" se révèle un jeu de mots, une mascarade, une farce. Les entreprises sont des enclaves où les valeurs démocratiques ne comptent pas. Les normes y dépendent d'un rapport de force et la "loi", recours ultime, donne toujours raison à qui peut payer, à celui qui a l'argent, aux détenteurs du capital. [...]

Rien à "redire", c'est le prix, le tarif fixé par la loi pour renverser la "démocratie économique et sociale"». Pour brûler les urnes et imposer son ordre, l'entreprise ne connaissait pas de crise et plus de difficultés économiques? La leçon est cinglante. Et pendant ce temps, c'est nous qui ferions de l'"idéologie" ? Et pendant ce temps, nous devrions être raisonnables ?

A ce stade d'un conflit sourd et long, comme dans les régimes forts, les travailleurs n'ont d'autre alternative, quand ils refusent la soumission, que de forcer la peur à changer de camp ! »

Nico Cue, Secrétaire général de la MWB
dans Révolte 10/12/2009

Pour les travailleurs, il n'y a pas d'autres alternatives : **la peur doit changer de camp** !

[1] La loi de 1991 sur la protection des délégués prévoit en effet que seuls le motif grave et le motif économique et technique peuvent justifier du licenciement de travailleurs protégés.

Argentine - Appel à la solidarité

Non à la criminalisation de dirigeants syndicaux! - Non à la privatisation de la santé!

Après une lutte victorieuse dans l'hôpital Larcade à San Miguel (Argentine) pour le payement de salaires arriérés, la direction a décrété le transfert de 15 professionnels - dont 5 membres de la direction du syndicat - dans d'autres centres. La mesure visait à détruire l'organisation syndicale, qui s'opposait à la privatisation de l'hôpital et menait depuis des années un combat pour un service public de santé de qualité et gratuit. Face au refus d'accepter cette mesure, d'ailleurs illégale, 5 médecins ont été suspendus pour 2 mois, et ont été poursuivi en justice comme des criminels, avec menace d'interdiction d'exercer leur profession dans tout le pays.

Une campagne nationale et internationale est en cours pour défendre ces militants. Nous vous invitons à manifester votre indignation et exiger l'annulation des poursuites en écrivant aux autorités argentines. Voir notre site - www.lct-cwb.be pour plus de détails.